

La Lettre Hebdomadaire

N° 340 du lundi 3 Juin 2019

“ Les Outre-mer, vecteurs de la politique de défense « Indo-Pacifique » ” ?

A l'occasion de la réunion du Shangri-La Dialogue, réunion annuelle des experts et responsables sécuritaires d'Asie qui s'est tenue ce samedi 1er juin, la Ministre des armées, **Florence Parly**, a détaillé la politique de défense et la stratégie d'action de la France dans la Zone « indo-Pacifique ».

Considérant que la stabilité de la zone indo-pacifique, principal foyer de croissance du monde, est primordiale pour la sécurité internationale, la Ministre a réaffirmé l'engagement de la France dans la zone en tant qu'État riverain par ses Outre-mer, de Mayotte à la Polynésie Française en passant par les TAAF, La Réunion, la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna avec leurs 1,5 millions d'habitants et un espace maritime cumulé de près de 10 millions de km².

La Ministre a souligné que les forces de souveraineté Outre-mer et les implantations militaires permanentes dans l'océan Indien et dans le Pacifique assurent à la France une présence unique parmi les pays européens.

Mais confrontées à la réalité de l'écart gigantesque de moyens mis en œuvre par la France - et derrière l'Union européenne - par rapport aux moyens mis par la Chine et les Etats-Unis, ces déclarations interpellent.

Pour cause, les effets d'une quinzaine d'années de coupes franches sous le sceau des Révision Générales des Politiques Publiques, véritable machine à réduire l'Etat, ont singulièrement touché les moyens affectés à la surveillance maritime.

Dans une formule un peu choc, le Président du Groupement des industries de construction et activités navales (GICAN), **Patrick Boissier**, rappelait que le nombre de patrouilleurs de la

Marine nationale en service pour surveiller la zone économique exclusive était « à peu près l'équivalent de deux voitures de police pour surveiller le territoire de la France ».

Un rapport parlementaire soulignait « qu'Outre-mer, l'effet conjugué du vieillissement des patrouilleurs et du retrait du service actif de plusieurs bâtiments a conduit à une réduction temporaire de capacités qui atteint actuellement 30%. Elle atteindra 60% en 2021 ».

Alors oui, les collectivités ultramarines de l'Océan indien et du Pacifique constituent indubitablement des postes essentiels pour permettre à la France d'assurer un rôle stratégique dans cette zone où les menaces sont nombreuses (conflits larvés en mer de Chine, accroissement des pirateries et du terrorisme, remise en cause de toute forme de multilatéralisme telle que la Convention de Montego Bay sur le droit de la mer, catastrophes climatiques...)

Mais cela ne pourra pas se faire sans un renforcement significatif de nos moyens d'actions (au-delà de ce que prévoit la loi de programmation militaire 2019/2025) et surtout sans une mutualisation des efforts au niveau européen.

Le renforcement de l'Europe de la défense, c'est le renforcement de l'autonomie stratégique de la France.

Sans cela, la France et l'Europe maintiendront l'illusion de continuer à « tenir un rang » en « boxant bien au-dessus de leur catégorie » en Asie.

Alors que se déploient les « routes de la soie », ce sont les souverainetés économiques, écologiques, sociales et politiques des acteurs de la zone qui s'en trouveront gravement menacées.



FLASH SPECIAL

Circulaire interministérielle sur les exonérations de charges sociales

L'instruction interministérielle du 22 mai 2019 relative à l'exonération de cotisations et contributions patronales dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin a été publiée il y a quelque jour au bulletin officiel.

Cette circulaire, qui remplace celle de 2010, récapitule les conditions d'éligibilité et d'application du nouveau dispositif d'exonération « LODEOM » prévu à l'article L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale tel que modifié en profondeur par l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (partie 1) avant de préciser les modalités de calcul et les barèmes applicables en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique et à la Réunion d'une part (partie 2) ainsi qu'à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin d'autre part (partie 3).

Pour en savoir plus

[Voir la circulaire nouvelle : https://fedom.org/wp-content/uploads/2019/06/circulaire_44690.pdf](https://fedom.org/wp-content/uploads/2019/06/circulaire_44690.pdf)

Voir la circulaire de 2010 : <https://fedom.org/wp-content/uploads/2019/06/circulaire-DSS-EXOS-LODEOM-.pdf>

La FEDOM remet en place le simulateur en ligne sur les exonérations de charges sociales patronales

Le nouveau régime d'exonérations de charges sociales patronales outre-mer, qui a remplacé le 1er janvier 2019 l'ancienne « LODEOM sociale » et le CICE majoré outre-mer, se met en place de manière opérationnelle.

Accéder au logiciel : <HTTPS://SIMULATEUR.FEDOM.ORG/>.

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Nucléaire : Lana Tetuanui assure qu'elle "continuera à se battre pour l'indemnisation des victimes"

En début d'année, la sénatrice **Lana Tetuanui** a fait voter un nouvel amendement à la Loi Morin. Depuis, les associations de victimes des essais nucléaires lui reprochent d'avoir rendu plus compliquée les indemnisations. Dans un communiqué, la sénatrice fait une nouvelle fois le point.

https://www.tntv.pf/Nucleaire-Lana-Tetuanui-assure-qu'elle-continuera-a-se-battre-pour-l-indemnisation-des-victimes_a32400.html

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement abaisse la limite maximale de résidus pour le chlordécone dans la viande

Un arrêté interministériel, publié le 26 mai au Journal officiel, abaisse la limite maximale de résidus (LMR) pour le chlordécone dans la viande. Cette valeur est désormais fixée à 0,02 mg/Kg pour la viande et les produits porcins, ovins, caprins et la volaille.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/gouvernement-abaisse-limite-maximale-residus-chlordecone-viande-715141.html>

Réforme constitutionnelle : le nouveau projet de loi dévoilé

Après un an d'interruption, le chef de l'Etat souhaite remettre à l'ordre du jour la réforme des institutions. Les projets de loi, dont « Le Monde » révèle le contenu, seront présentés au conseil des ministres fin juin ou début juillet.

https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/05/31/macron-relance-sa-reforme-constitutionnelle_5469737_823448.html?utm_campaign=Lehuit&utm_medium=Social&utm_source=Twitter

Sébastien Lecornu annonce un projet de loi sur le statut de l'élu pour le 15 juin

Le ministre chargé des relations avec les collectivités territoriales, **Sébastien Lecornu**, a en partie dévoilé le programme de travail du gouvernement pour les mois à venir en matière de relations avec les collectivités. Le Gouvernement présentera d'ici une quinzaine de jours son projet de loi sur le statut de l'élu, baptisé projet de loi « sur l'engagement ».

<http://www.maire-info.com/organisation-gestion-communale/elus-locaux/sebastien-lecornu-annonce-un-projet-de-loi-sur-le-statut-de-lelu-pour-le-15-juin-article-23100>

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

Un nouveau souffle pour la réflexion sur l'évolution statutaire en Guadeloupe

C'est en tout cas le voeu affirmé par la Présidente du Département qui a la responsabilité d'organiser le prochain Congrès des élus de Guadeloupe. **Josette Borel Lincertin** considère que les antagonismes sont désormais apaisés et que le débat sur l'évolution institutionnelle peut donc être lancé.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/nouveau-souffle-reflexion-evolution-statutaire-716077.html>

Le 1er janvier prochain, l'eau en Guadeloupe sera gérée par une structure unique

C'est la décision prise par les exécutifs de grandes collectivités et les présidents des EPCI. Ils ont signé un accord en ce sens. Et il vont maintenant s'organiser pour qu'à l'échéance prévue, cette structure soit effectivement créée.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/1er-janvier-prochain-eau-guadeloupe-sera-geree-structure-unique-715619.html>

Saint-Martin : première participation au salon d'investisseurs CHRIS dans le cadre de la reconstruction

Le président **Daniel Gibbs** a représenté Saint-Martin au salon Caribbean Hotel & Resort Investment Summit (CHRIS) à Miami, exclusivement dédié à l'investissement hôtelier dans la Caraïbe.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/29814/com/premiere-participation-au-salon-d-investisseurs-chris-dans-le-cadre-de-la>

Martinique : la CTM examine l'attribution des aides destinées aux entrepreneurs

Ce fut l'un des sujets chauds de la dernière plénière de l'Assemblée de Martinique : le fonds Jérémie. **Alfred Marie-Jeanne** a échangé avec les élus en charge du dossier sur les modalités d'attribution de ces aides destinées aux entrepreneurs.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/ctm-examine-attribution-aides-destinees-aux-entrepreneurs-715471.html>

Nouvelle-Calédonie : le Village Océanien à Nouméa prend forme

A l'occasion de la visite d'une délégation de Wallis-et-Futuna au port autonome fin mai, **Gilbert Tyuiénon**, membre du gouvernement en charge des infrastructures publiques et des transports, a présenté le futur projet de village océanien qui sera situé sur le quai des scientifiques, en prolongement du quai Ferry.

<http://outremers360.com/economie/tourisme-en-nouvelle-caledonie-le-village-oceanien-a-noumea-prend-forme/>

Polynésie française : adhésion à l'Union des aéroports français

Le Conseil des ministres de Polynésie a approuvé un projet de délibération autorisant l'adhésion de la Polynésie française à l'Union des aéroports français.

<http://outremers360.com/economie/adhesion-de-la-polynesie-francaise-a-lunion-des-aeroports-francais/>

La Réunion : signature de 122 contrats Parcours Emploi Compétence par la ville de Saint-Denis

Anciennement appelés contrats aidés, ces PEC sont dédiés aux personnes les plus éloignées de l'emploi. Cette année, la ville de Saint-Denis recrutera en concertation avec le Pôle Emploi plus de 500 PEC en tout.

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/05/28/emploi-signature-de-122-contrats-pec-a-saint-denis.102754.html>

Faa'a (Polynésie Française) : l'État cède des terrains à l'euro symbolique à l'OPH

Le haut-commissaire de la République, **René Bidal**, a signé avec **Moana Blanchard**, directeur de l'Office polynésien de l'Habitat (OPH), et en présence de l'office notarial Chan et Lollichon représenté par Me **Jeanne Lollichon**, l'acte authentique formalisant juridiquement le transfert de propriété de l'État vers l'OPH.

<http://www.ladepeche.pf/faaa-letat-cede-terrains-a-leuro-symbolique-a-loph/>

Les régions reçoivent 2,2 millions d'euros pour compenser le transfert de services formation au 1er janvier 2017

Les régions vont recevoir au total 2,2 millions d'euros pour compenser les missions qui leur ont été transférées au 1er janvier 2017 dans le cadre de la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, soit une cinquantaine d'équivalents temps pleins. <https://www.banquedesterritoires.fr/les-regions-recoivent-22-millions-deuros-pour-compenser-le-transfert-de-services-formation-au-1er>

Grand Sud Caraïbe dévoile ses chiffres de 2018

Le compte de gestion du payeur et le compte administratif 2018 ont été approuvés, jeudi soir. Ils ont été arrêtés à un résultat global de 9,6 millions de déficit. <https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/politique/grand-sud-caraibe-devoile-ses-chiffres-de-2018-538366.php>

DU CÔTÉ DU PARLEMENT EUROPEEN

Maxette Grisoni-Pirbakas, Stéphane Bijoux et Younous Omarjee : les Ultramarins qui siègeront au Parlement européen

Maxette Grisoni-Pirbakas (RN), **Stéphane Bijoux** (Renaissance) et **Younous Omarjee** (LFI), sont les trois ultramarins qui ont été élus eurodéputés au lendemain du scrutin du dimanche 26 mai.

<http://outremers360.com/politique/maxette-grisoni-pirbakas-stephane-bijoux-et-younous-omarjee-les-ultramarins-qui-siegeront-au-parlement-europeen/>

RAPPORTS, ETUDES ET AVIS

Les sociétés d'économie mixte dans le viseur de la Cour des comptes

Les sociétés d'économie mixte font une nouvelle fois l'objet d'un rapport de la Cour des comptes. Le juge des comptes publics évalue l'économie mixte, pointant notamment un manque de contrôle de la part des collectivités locales actionnaires et les risques pour les finances publiques locales.

<https://www.lagazettedescommunes.com/623785/les-societes-deconomie-mixte-dans-le-viseur-de-la-cour-des-comptes/>

Le rapport complet : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/les-societes-deconomie-mixte-locales>.

Logements sociaux en Polynésie française : la CTC dénonce l'absence de « vision d'ensemble » du Pays

Dans son rapport sur la politique du logement social de 2013 à 2018, la chambre territoriale des comptes regrette l'absence de « vision d'ensemble » du Pays en matière de logement social, Les experts de la CTC demandent donc au Pays de se doter d'outils pour connaître les besoins de la population et de « s'inscrire dans un temps long ».

https://www.tahiti-infos.com/Logements-sociaux-%E2%80%AF-la-CTC-denonce-l-absence-de%E2%80%AF-vision-d-ensemble-du-Pays_a181742.html

Le rapport complet : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/assemblee-de-la-polynesie-francaise>

Distribution exclusive en Outre-mer : l'Autorité de la Concurrence sanctionne une entreprise guyanaise pour avoir maintenu un accord exclusif d'importation

Dans son avis du 29 mai 2019, l'Autorité de la Concurrence a sanctionné les sociétés bioMérieux et Guyane Service Médical pour avoir maintenu, après l'entrée en vigueur de la loi Lurel, un accord exclusif d'importation. C'est la sixième décision que rend l'Autorité de la concurrence concernant des pratiques d'importations exclusives en outre-mer.

<http://outremers360.com/economie/distribution-exclusive-en-outre-mer-l-autorite-de-la-concurrence-sanctionne-une-entreprise-guyanaise-pour-avoir-maintenu-un-accord-exclusif-dimportation/>

VIE DE LA FEDOM

Agenda de la semaine du 27.05.2019

- Entretien avec le député **Max Mathiasin**
- Entretien avec la députée **Justine Bénin**

Agenda prévisionnel de la FEDOM

- Déplacement de la FEDOM à Saint-Martin et Saint-Barthélemy du 3 au 8 juin 2019
- Présence de la FEDOM au colloque organisé par la Délégation sénatoriale aux outre-mer sur les biodiversités du bassin atlantique le 6 juin 2019

Tableau de Bord

Consulter le tableau de bord dans son intégralité, mis à jour notamment avec **l'évolution récente des Produits Intérieurs Bruts dans les DCOM, l'évolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DCOM et en métropole, l'inflation dans les DCOM ainsi que le mouvement de la population dans les DCOM.**

<https://fedom.org/le-tableau-de-bord/>

Mérite national

Plusieurs adhérents ou proches de la FEDOM ont été distingués. Parmi eux :

Au grade d'officier :

Mme **Fixy**, née **Hippocrate Jenny, Stanislas**, présidente d'une association de lutte contre la drépanocytose. Chevalier du 16 septembre 2010.

Au grade de chevalier :

M. Destom Joël, dirigeant d'entreprises dans le secteur de l'économie sociale et solidaire (Guadeloupe) : 18 ans de services.

M. Helene Roger, Pierre, Gérard, chef d'entreprises (Saint-Pierre-et-Miquelon) : 43 ans de services.

Mme Sinai-Bossou, née Sinai Carine, Claudine, présidente de la chambre de commerce et d'industrie de Guyane : 21 ans de services.

La FEDOM leur adresse ses très chaleureuses félicitations.

VIE DES ADHERENTS

Le Medef-Réunion et Opcalia lancent le contrat GADIAMB

Le Medef Réunion et OPCALIA ont initié une réflexion pour accompagner des jeunes en difficulté et en décrochage scolaire vers l'emploi.

Le contrat GADIAMB est un nouveau dispositif de 6 mois concourant à accompagner les entreprises à s'engager et à donner une chance à un jeune motivé en l'accompagnant dans son insertion sociale,

La lettre d'information hebdomadaire N° 340 du lundi 03 juin 2019

humaine et professionnelle.

La FRBTP et CONSTRUCTYS ont souhaité s'associer à cette démarche.

Pour en savoir plus : **Gregory AH-KIEM**, gregory.ah-kiem@medef-reunion.com, pour tout complément d'information.

Didier Fauchard, Président du Medef Réunion est candidat à sa succession

Elu le 1er juillet 2016, le Président vient d'achever un mandat de 3 ans. La prochaine élection à la présidence du Medef Réunion aura lieu lors de l'Assemblée Générale du 27 juin 2019.

<https://fedom.org/wp-content/uploads/2019/05/sans-titre.png>

CMA-CGM : la ligne Antilles monte en puissance

Deux porte-conteneurs de plus et de nouveaux ports (Zeebrugge, Londres, Kingston, Puerto Moín et Carthagène) : ça bouge sur la ligne historique des Antilles, fidèle de Dunkerque, Le Havre et Montoir.

<https://www.lemarin.fr/secteurs-activites/shipping/34328-cma-cgm-la-ligne-antilles-monte-en-puissance>

Téléphonie mobile : les Réunionnais vont pouvoir passer chez Sosh

Après Zeop le 15 mai, c'est au tour de Sosh d'annoncer son arrivée sur le marché de la téléphonie mobile locale. La filiale low-cost d'Orange lui permet de compléter son offre à La Réunion. La concurrence fait rage entre les opérateurs.

https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2019/05/29/Telephonie-mobile-les-Reunionnais-vont-pouvoir-passer-chez-Sosh_578814

Air Caraïbes met en place un 3ème vol entre Paris et Saint-Martin

La compagnie aérienne qui fête les dix ans de la ligne Paris-Saint-Martin Juliana a annoncé qu'elle proposera un troisième vol hebdomadaire à partir du 20 octobre prochain. Ses rotations directes auront lieu les mardi, vendredi et dimanche.

<http://www.souligapost.com/fr/actualite/29813/transports/air-cara%C3%AFbes-met-en-place-un-3e-vol-entre-paris-et-saint-martin>

Dix demandeurs d'emploi réunionnais ont obtenu des CDI en métropole, grâce au dispositif "Passerelle mobilité" mis en place par le groupe Suez et Pôle Emploi Réunion.

Antoine de Palmas, Président de SUEZ Recyclage et Valorisation Réunion et Michel Swieton, Directeur Régional de Pôle Emploi Réunion, ont signé une convention pour le recrutement et l'accompagnement de demandeurs d'emploi. Ces derniers bénéficieront de postes en CDI au sein du groupe SUEZ en métropole.

<https://www.linfo.re/la-reunion/societe/une-passerelle-mobilite-vers-la-metropole>

La CPME Réunion s'est penchée sur la qualité de vie au travail

Pendant six mois, dirigeants et collaborateurs de TPE-PME se sont prêtés au jeu de l'expérimentation sur des thèmes de la qualité de vie au travail : communiquer en interne, co-construire une culture d'entreprise, intégrer un nouveau collaborateur, pratiquer une activité physique en entreprise.

La lettre d'information hebdomadaire N° 340 du lundi 03 juin 2019

Au terme de cette démarche territoriale, baptisée AT'MOT'SPHÈRE, la restitution des travaux aura lieu le Mardi 04 juin 2019 au Domaine des Palmiers à 97460 Saint-Paul.

Pour en savoir plus: www.cpmereunion.re

VIE DES PARTENAIRES

Emploi : Business France veut sensibiliser les jeunes ultramarins à l'internationalisation

Le 19 juin prochain, Business France organise, en partenariat avec le Ministère des Outre-mer, un « afterwork » pour renforcer le nombre de jeunes talents des outre-mer rayonnant dans le monde via le Volontariat international en entreprise (VIE), plébiscité par 76 000 bénéficiaires depuis sa création en 2001.

<http://outremers360.com/economie/emplois-business-france-veut-sensibiliser-les-jeunes-ultramarins-a-linternationalisation/>

Saint-Laurent : l'Ouest Guyanais est un enjeu pour le développement selon l'IEDOM

L'IEDOM présentait à la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Saint-Laurent l'analyse de la conjoncture économique de la Guyane qui montre des signes d'amélioration. Tous les thèmes ont été abordés au cours de cette rencontre, une première dans l'Ouest.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guyane/saint-laurent-ouest-guyanais-enjeu-developpement-iedom-715587.html>

La Guyane aura sa propre agence de la biodiversité

La Guyane va bénéficier d'ici la fin de l'année de sa propre agence de la biodiversité. Longtemps annoncée par l'Agence nationale et la CTG, la nouvelle entité prend forme.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guyane/guyane-aura-sa-propre-agence-biodiversite-715883.html>

Partenariat MASE - Groupe EDF pour la prévention des risques en entreprises

MASE et le groupe EDF ont signé le 23 mai à Paris dans le cadre du salon Préventica une convention nationale de partenariat pour améliorer les performances Santé-Sécurité du Groupe EDF et de ses partenaires prestataires.

Communiqué de presse: http://mase-asso.fr/wp-content/uploads/2019/05/CP_MASE-EDF_VD.pdf

BREVES

Martinique : signature d'une convention autour de la filière cacao

Le rectorat et ses partenaires ont signé une convention autour de la filière cacao. Elle permettra d'intégrer élèves et étudiants dans la vie professionnelle notamment dans le tissu économique local.

<https://caraibe.orange.fr/info-mag/actualites/signature-dune-convention-autour-de-la-filiere-cacao>

Niches fiscales : les pistes de l'exécutif se précisent

La campagne des européennes passée, le gouvernement va pouvoir se replonger dans le calibrage des mesures de sortie du grand débat. Sur le plan fiscal, l'enjeu sera notamment de trouver un financement à la baisse d'impôt sur le revenu de 5 milliards d'euros.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/niches-fiscales-les-pistes-de-l-executif-se-precisent-1024156>

L'autonomie fiscale des collectivités : un combat franco-français

Les collectivités locales françaises veulent sanctuariser leur autonomie fiscale dans la Constitution pour garantir leur libre administration. Elle n'est pourtant pas très développée dans la plupart des collectivités européennes, parfois très puissantes.

<https://www.lagazettedescommunes.com/622712/lautonomie-fiscale-des-collectivites-un-combat-franco-francais/>

Des prêts bancaires plus accessibles : la Banque de Wallis et Futuna change sa politique

La Banque de Wallis et Futuna revoit sa copie. Le directeur de la seule banque du territoire annonce une nouvelle politique de prêt pour les particuliers et professionnels. Un changement après des années de politique restrictive.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/wallisfutuna/prets-bancaires-plus-accessibles-banque-wallis-futuna-change-sa-politique-715219.html>

Énergie : la Polynésie inaugure une 4ème centrale hydroélectrique à Tahiti

Située dans la vallée de la Papenoo, la plus profonde de l'île de Tahiti, la centrale « Maroto » d'une puissance de 220kw, est capable de produire 600 000 kw/h par an, soit l'équivalent en alimentation électrique de 200 foyers, rapporte Radio 1 Tahiti.

<http://outremers360.com/planete/energies-la-polynesie-inaugure-une-4eme-centrale-hydroelectrique-a-tahiti/>

1 milliard d'euros de chiffre d'affaires générés par les récifs coralliens en outre-mer

«La valeur économique des récifs coralliens en outre-mer est estimée à 1 milliard d'euros», confie **Nicolas Maslach**, directeur de la Réserve nationale de Saint-Martin.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/29818/biodiversit%C3%A9/1-milliard-deuros-de-chiffre-daffaires-g%C3%A9n%C3%A9r%C3%A9s-par-les-r%C3%A9cifs>

« Nous n'avons ni complaisance, ni hostilité envers les élus »

Yves Colcombet, président de la Chambre régionale des comptes Antilles-Guyane a répondu aux questions de Face à la presse, une émission d'ETV-RTL, en partenariat avec FA Guadeloupe.

<https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/politique/nous-n-avons-ni-complaisance-ni-hostilite-envers-les-elus-538209.php>

JOURNAL OFFICIEL

JO du 26.05.2019

Arrêté du 23 mai 2019 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2019 relatif aux limites maximales applicables aux résidus de chlordécone que ne doivent pas dépasser certaines denrées alimentaires d'origine végétale et animale pour être reconnu

JO du 28.05.2019

Décret n° 2019-520 du 27 mai 2019 modifiant le décret n° 2014-1049 du 15 septembre 2014 relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français

JO du 29.05.2019

Arrêté du 22 mai 2019 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un examen professionnel d'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer

Arrêté du 27 mai 2019 portant délégation de signature au vice-recteur de Nouvelle-Calédonie

JO du 30.05.2019

Proclamation des résultats de l'élection des représentants au Parlement européen

Arrêté du 29 mai 2019 portant nomination des membres de la commission d'urgence foncière à Mayotte

Décret du 29 mai 2019 portant nomination du directeur général de l'Agence française de développement - **M. RIOUX Rémy**

Décret du 29 mai 2019 portant nomination du préfet du Val-d'Oise (hors classe) - **M. de SAINT-QUENTIN Amaury**

Décret du 29 mai 2019 portant nomination du préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion (hors classe) - **M. BILLANT Jacques**

Arrêté du 29 mai 2019 autorisant l'opérateur de compétences AFDAS à gérer les fonds de la formation professionnelle en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à La Réunion

JO du 1^{er} Juin 2019

Arrêté du 29 mai 2019 autorisant l'opérateur de compétences Cohésion sociale à gérer les fonds de la formation professionnelle en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à La Réunion

Actualités

Arrêté du 29 mai 2019 autorisant l'opérateur de compétences de la Construction à gérer les fonds de la formation professionnelle en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin

Arrêté du 29 mai 2019 autorisant l'opérateur de compétences OCAPMAT à gérer les fonds de la formation professionnelle en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à La Réunion

Arrêté du 29 mai 2019 autorisant l'opérateur de compétences Santé à gérer les fonds de la formation professionnelle en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à La Réunion